

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

AXA Banque Financement

Société anonyme au capital de 33 855 000 Euros
Siège social : 203-205 rue Carnot 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex
RCS Créteil 348 211 244

Documents comptables annuels 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de la société AXA BANQUE FINANCEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AXA BANQUE FINANCEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit : Estimation des dépréciations sur les créances clients et des provisions pour risque de crédit**Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités de crédit à la clientèle, AXA BANQUE FINANCEMENT est exposée à un risque de perte potentielle dans le cas où le client ou la contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses engagements financiers. A ce titre, la banque comptabilise, d'une part, des dépréciations sur les créances douteuses déterminées sur base statistique en déduction de l'actif de son bilan pour un montant de 23,8 millions d'euros au 31 décembre 2025, comme indiqué dans la note « 5.2 – Ventilation des dépréciations des encours douteux » de l'annexe aux comptes annuels et, d'autre part, des provisions pour risque de crédit au passif pour un montant de 6,5 millions d'euros au 31 décembre 2025, comme mentionné dans la note « 7 – Dépréciations et provisions de l'annexe aux comptes annuels ».

Les principes comptables d'évaluation des dépréciations et des provisions pour risque de crédit sont présentés dans la note « Principes comptables » au paragraphe « Méthodologie de provisionnement des encours de la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels.

Dans un environnement marqué par une incertitude importante liée au contexte macro-économique, nous avons considéré l'estimation des dépréciations des créances clients et des provisions pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison de l'importance de ces postes dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par l'entité.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté apprécier la conception et l'efficacité du dispositif mis en place par l'entité pour évaluer le montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit. Nous avons en particulier :

- mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de AXA BANQUE FINANCEMENT afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- pris connaissance des contrôles que nous avons jugés clés mis en œuvre par AXA BANQUE FINANCEMENT relatifs à ces procédures ;
- testé l'efficacité des contrôles jugés clés.

Concernant les dépréciations et les provisions pour risque de crédit, nous avons :

- Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, couvert les aspects suivants :

- ✓ Apprécié la pertinence des principes méthodologiques sous-jacents aux modèles retenus pour le calcul des dépréciations des créances clients et des provisions pour risque de crédit ;
- ✓ Evalué le processus d'élaboration et de détermination des principaux paramètres utilisés dans les modèles de dépréciation ;
- ✓ Analysé la gouvernance encadrant les modèles de dépréciation, les scénarios macroéconomiques, les paramètres économiques projetés, ainsi que le processus de revue indépendante.

- Contrôlé le correct déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations des créances clients et des provisions pour risque de crédit dans l'outil de provisionnement ;
- Analysé l'évolution des expositions, des dépréciations des créances clients et des provisions pour risque de crédit par catégorie homogène de risque sur l'exercice 2025 ;
- Vérifié l'exactitude arithmétique sur la base d'un échantillon de contreparties, du montant des dépréciations et des provisions pour risque de crédit.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans la note « Principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de Commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Axa Banque Financement par votre assemblée générale du 30 mai 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 19 mai 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit. Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la deuxième année sans interruption de sa mission et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L. 821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 13 mai 2026
KPMG S.A.
Sophie MEDDOURI
Associée

Paris-La Défense, le 13 mai 2026
ERNST & YOUNG Audit
Matthieu PRECHOUX
Associé

ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

Bilan – Actif

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées	2		
Créances sur les établissements de crédit	3.1	6 647	6 111
Opérations avec la clientèle	3.1	462 382	513 454
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	9		
Parts dans les entreprises liées			
Participations et autres titres détenus à long terme	9	1	1
Crédit-bail et location avec option d'achat			
<i>Location simple</i>			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Comptes de négociation et de règlement			
Autres actifs	11	265	871
Comptes de régularisation	12	949	1 043
Instruments conditionnels			
Total de l'actif		470 245	521 480

Bilan – Passif

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	398 829	446 588
Dettes sur la clientèle	3.1	478	887
Dettes représentées par un titre	3.2		
Autres passifs	11	1 109	1 110
Comptes de régularisation	12	1 828	2 859
Provisions	7	6 493	7 661
<i>Dettes subordonnées</i>	3.2		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres (hors FRBG)	15	61 507	62 374
Capital souscrit	15	33 855	33 855
Primes d'émission	15	7 493	7 493
Ecart de réévaluation			
Réserves	15	3 386	3 386
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau	15	17 641	18 600
Résultat de l'exercice	15	-867	-960
Total du passif		470 245	521 480

Hors-bilan

<i>Engagements donnés (En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	16	24 675	31 840
Dont en faveur des établissements de crédit			
Dont en faveur de la clientèle	16	24 660	31 830
Dont engagement de financement douteux	16	15	10
Engagements de garantie			
Dont en faveur des établissements de crédit			
Dont en faveur de la clientèle			
Autres Engagements			
Engagements sur titres			
Total des engagements donnés		24 675	31 840
<i>Engagements reçus (En milliers d'euros)</i>		31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement			
Dont en faveur des établissements de crédit			
Dont en faveur de la clientèle			
Engagements de garantie			
Dont en faveur des établissements de crédit			
Dont en faveur de la clientèle			
Engagements sur titres			
Total des engagements reçus			
<i>Engagements sur instruments financiers à terme (En milliers d'euros)</i>		31/12/2025	31/12/2024
Opérations sur instruments de taux d'intérêt			
Opérations sur instruments de cours de change			
Opérations sur autres instruments			
Total des engagements sur instruments financiers à terme			

Compte de résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	18	23 141	22 399
Intérêts et charges assimilées	18	-12 558	-12 369
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions - produits	21	1 687	2 266
Commissions - charges	21	-48	-52
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées			
Autres produits d'exploitation bancaire	24	1	19
Autres charges d'exploitation bancaire	24	-5 893	-7 442
PRODUIT NET BANCAIRE		6 329	4 821
Charges générales d'exploitation	25	-2 049	-2 368
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles			
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		4 279	2 453
Coût du risque	27	-5 183	-3 413
RESULTAT D'EXPLOITATION		-904	-960
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-904	-960
Résultat exceptionnel	29	-0	-0
Impôt sur les bénéfices	30	37	
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		-867	-960

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

NOTE 1 | Principes comptables d'évaluation et de présentation des états financiers

Les comptes sociaux d'AXA Banque Financement sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le règlement ANC 2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC 2014-07 avec le règlement ANC 2022-06 « modernisation des états financiers ».

Par ailleurs, il est rappelé que les entreprises du secteur bancaire doivent se reporter aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général (qui a été modifié par le règlement « modernisation des états financiers »), pour les opérations non visées par le règlement ANC n° 2014-07.

Ces modifications constituent un changement de méthode comptable.

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur les comptes 2025.

Eléments d'appréciation permettant la comparabilité

Les règlements et avis du Conseil National de la Comptabilité dont l'entrée en vigueur est intervenue au cours de l'exercice 2025 n'ont pas eu d'impact direct significatif sur les comptes et sur la comparabilité des états financiers.

Faits marquants de l'exercice

L'assemblée Générale d'AXA Banque Financement constate, au titre de l'exercice 2025, un résultat déficitaire de 866 588,29 euros. Le report à nouveau créditeur dans les comptes au 31 décembre 2025, avant affectation du résultat, s'élève à 17 640 631,15 euros soit une somme distribuable de 16 774 042,86 euros.

Evènements post-clôture

Le conflit entre les Etats-Unis et Israël d'une part et l'Iran d'autre part qui a éclaté le 28/02/2026 a conduit à un blocage du détroit d'Ormuz et l'arrêt de la production de gaz et de pétrole qui transite pour 20 % de la production mondiale dans cette zone géographique.

Cette situation a généré un renchérissement du prix du pétrole et du gaz qui s'est traduit immédiatement par des mouvements de hausse de taux d'intérêt de l'ordre de 30 à 40 bps avec une volatilité importante. Ce mouvement de renchérissement est venu effacer la baisse des taux intervenue depuis le début de l'année. A ce stade du conflit, et en l'absence de dégradation durables de capacité de production comme anticipé par les marchés, les effets sur les conditions de taux et de liquidité sont relativement limités et ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes 2026.

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit ou assimilés, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus et nettes des dépréciations comptabilisées au titre du risque client.

Les encours restructurés sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique. AXA Banque Financement constate, en plus de la décote sur marge, une provision globale sur base statistique pour couvrir le risque de perte inhérent à cette typologie d'encours. Cette provision est enregistrée en déduction de l'actif.

Les crédits sont transférés en créances douteuses dès lors qu'ils présentent un risque de non-recouvrement et, en tout état de cause, lorsqu'ils présentent au moins une échéance impayée depuis plus de 3 mois. Ces prêts font l'objet de provisions en intérêts et capital, après prise en compte des garanties reçues.

La classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ce débiteur dans cette même catégorie.

Les créances douteuses sont transférées en créances douteuses compromises dès le prononcé de la échéance du terme et, en tout état de cause, lorsqu'elles sont classées en créances douteuses depuis plus d'1 an.

Lorsque toutes les voies de recours par voies judiciaires et/ou amiables ont été épuisées et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'un enregistrement en perte.

Les intérêts courus sont enregistrés périodiquement sur les créances saines, y compris les créances restructurées et les créances douteuses non compromises. Des intérêts peuvent être enregistrés sur créances douteuses compromises.

Les accessoires enregistrés sur créances douteuses et douteuses compromises entrent dans la base de calcul de la provision au titre des pertes probables avérées. Ces accessoires font l'objet d'une provision en totalité, venant neutraliser, dans le compte de résultat, le produit d'intérêts sur créances douteuses.

AXA Banque Financement fait usage de notations externes, combinées à d'autres critères quantitatifs et qualitatifs, pour définir les limites d'engagement sur ses opérations financières.

La décision d'octroi de crédits consommation fait intervenir différents schémas décisionnels en fonction des produits (prêt personnel ou crédit renouvelable), du profil du client et du canal de souscription. Sur le périmètre des clients intermédiés, l'application d'un score dit « de pré-qualification » permet, en amont de l'analyse du dossier, de segmenter selon la connaissance assurance la clientèle en quatre niveaux de risque (client pré-qualifié, client nouveau, prospect et client exclu). Cette connaissance assurance peut être complétée par la connaissance banque, avec entre autres critères, le comportement compte du client. Enfin, des scores spécifiques d'octroi prêt personnel ou crédit renouvelable peuvent être appelés sur certaines typologie de clients (ex : prospects).

Les encours d'AXA Banque Financement sont composés d'un grand nombre de créances de faible montant unitaire présentant des caractéristiques similaires. Le provisionnement des pertes probables s'appuie sur une base statistique permettant de déterminer la couverture du risque à pratiquer.

AXA Banque Financement a adopté la méthode d'étalement sur la durée de vie estimée des crédits des commissions assises sur la production payée à ses apporteurs et des frais d'octroi.

Méthodologie de provisionnement des encours de la clientèle

Depuis le 1^{er} janvier 2019, AXA Banque Financement a harmonisé ses modèles de calcul de provisionnement pour l'évaluation des pertes de crédit attendues. Les actifs sont segmentés en 3 classes nommées « stage » en fonction de leur risque en date de comptabilisation :

Classement des encours

Les encours sont classés en **créances saines** lorsqu'aucun incident de paiement de plus de trois mois n'est constaté, ou lorsqu'un incident antérieur a été régularisé par une reprise des paiements selon les modalités contractuelles. Les créances restructurées, en l'absence d'incident, sont également considérées comme saines.

Les encours sont classés en créances en défaut lorsqu'il existe un risque probable de non-recouvrement partiel ou total, répondant notamment au critère d'impayé supérieur à trois mois pour les crédits à la consommation.

Dépréciations

Conformément à l'article 2231-4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), la banque applique un **modèle statistique de dépréciation** basé sur des **portefeuilles homogènes** de créances, couvrant l'ensemble de ses produits de crédit à la consommation (prêts personnels et crédits renouvelables).

Les **dépréciations sont calculées de manière collective** sur l'ensemble des encours, y compris les créances en défaut, sans distinction de traitements individuels. Ces dépréciations, déterminées sur la base de modèles internes, tiennent compte des pertes prévisionnelles attendues et sont constituées en **valeur actualisée**. Elles sont déduites des créances à l'actif.

Les **intérêts sur créances en défaut** comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au **compte de résultat**, les dotations et reprises de dépréciations, ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties, sont enregistrées dans la rubrique « **Coût du risque** ». Par exception, les dépréciations relatives aux intérêts sur encours en défaut sont présentées dans le **Produit Net Bancaire**.

Enfin, le « **Coût du risque** » inclut également les mouvements liés aux dépréciations statistiques constatées sur les encours sains, afin de couvrir le risque de crédit potentiel. La provision constituée en couverture du risque de crédit sur les encours sains est comptabilisée au passif du bilan.

Société en participation

AXA Banque Financement est gérante d'une société en participation (SEP) intervenant dans la production et la gestion de crédits à la consommation. AXA Banque Financement porte l'intégralité des encours de crédits dans son bilan.

Les charges et produits de la société en participation sont compris dans les charges et les produits d'AXA Banque Financement. Depuis le 1^{er} janvier 2021, les clés de répartition du résultat de la SEP se présentent comme suit : AXA Banque (73 %), BNPP PF (13.50 %) et AXA Banque Financement (13.50 %).

Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les effets publics et valeurs assimilées (titres émis par des organismes publics refinançables par la Banque Centrale, ainsi que les titres émis par des Etats), les autres titres de créances négociables, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Enfin, en ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement, ainsi que de l'activité du portefeuille, les risques de défaillance avérés de contrepartie dont les impacts peuvent être isolés, font l'objet de provisions dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide, négociables sur un marché actif, sont comptabilisés sous la rubrique « Titres de transaction » pour leur valeur d'acquisition incluant les intérêts courus mais hors frais d'acquisition et évalués individuellement à leur prix de marché. Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille.

Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement, les titres qui ne répondent ni à la catégorie de titre de transaction ni à celle de titre d'investissement.

Les titres sont évalués au prix d'acquisition, hors intérêts courus non échus enregistrés distinctement, à l'exclusion de tout frais.

Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. L'amortissement de cette différence se fait en application de la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle du titre. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements et reprises de différence mentionnés à l'alinéa précédent, et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les actions sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de Bourse pour les actions cotées et par référence à la quote-part d'actif net revenant à AXA Banque Financement, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes pour les actions non cotées. Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement sous la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat, de même que les provisions pour dépréciation de titres dotées ou reprises.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

Titres d'investissement

Les titres dits à revenu fixe (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en « Titres d'investissement » lorsqu'il existe l'intention de les conserver durablement, en principe jusqu'à leur échéance.

Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Une provision est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Autres titres détenus à long terme

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées qu'AXA Banque Financement entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué, les cours de Bourse et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession, et les mouvements de provision, sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles AXA Banque Financement dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités d'AXA Banque Financement.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué, les cours de Bourse et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession, et les mouvements de provision, sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Opérations de pensions, prêts et emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan d'AXA Banque Financement dans le portefeuille titre dans la catégorie « titre prêt ».

Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan d'AXA Banque Financement. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances ».

Immobilisations

Les immeubles et le matériel figurent au bilan pour leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre. Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du logiciel.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Charges et produits exceptionnels

Ces postes comprennent les produits générés et les charges survenues de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante d'AXA Banque Financement.

Provisions

AXA Banque Financement constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément au règlement ANC 2014-03, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Instruments financiers à terme de taux

Les engagements afférents à des instruments de taux d'intérêt à terme sont enregistrés au hors bilan pour leur valeur nominale et figurent comme tels en annexe.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisées à titre de couverture, affectés à l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts

Impôts sur les sociétés

En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 25.00 % sur la totalité du résultat fiscal. Les plus-values à long terme (hors plus-values sur les sociétés à prépondérance immobilière) sont exonérées d'impôt sur les sociétés. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 25.00 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme

La contribution sociale sur les bénéfices (CSB) constitue une contribution additionnelle à l'IS. Elle s'élève à 3,3 % de l'IS dont s'est acquitté la société. Un abattement de 763.000 € est en revanche appliqué sur la base.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrées dans le compte de résultat.

Opérations en hors bilan

L'ensemble des engagements donnés et reçus par AXA Banque Financement sont enregistrés au hors bilan conformément à la réglementation dès lors qu'ils peuvent être chiffrés précisément. Si des engagements ne peuvent être chiffrés, ils sont mentionnés dans l'annexe aux comptes ou dans le rapport de gestion.

NOTE 2 | Effets publics et valeurs assimilées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées		
dont titres mis en pension		
Créances rattachées		
Total		

NOTE 3 | Opérations avec la clientèle et avec les établissements de crédit

NOTE 3.1 | Créances et dettes (interbancaire et clientèle)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Créances 31/12/2025		Créances 31/12/2024		Dettes 31/12/2025		Dettes 31/12/2024	
	Interbancaire	Clientèle	Interbancaire	Clientèle	Interbancaire	Clientèle	Interbancaire	Clientèle
Eligibles au refinancement de la Banque de France								
Non éligibles au refinancement de la Banque de France	6 647	460 715	6 111	511 735	394 190	478	441 442	887
A vue	6 647		6 111		110	478	72	887
A terme		460 715		511 735	394 080		441 370	
Prêts subordonnés								
Créances et Dettes rattachées		1 667		1 719	4 639		5 147	
A vue								
A terme		1 667		1 719	4 639		5 147	
Prêts subordonnés								
Total	6 647	462 382	6 111	513 454	398 829	478	446 588	887

NOTE 3.2 | Créances et dettes ventilées par échéance

<i>(En milliers d'euros)</i>	Eléments non ventilables (3)	Echéance < 3 mois	Echéance de 3 mois à 1 an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance de plus de 5 ans	Créances et dettes rattachées	31/12/2025	31/12/2024
Créances :	13 441	36 709	98 226	293 764	25 222	1 667	469 030	519 565
Caisse, Banques Centrales et assimilées								
Créances sur les établissements de crédit	6 647						6 647	6 111
Créances sur la clientèle	6 794	36 709	98 226	293 764	25 222	1 667	462 382	513 454
Prêts subordonnés								
Dettes :	588	34 200	136 710	223 170		4 639	399 307	447 475
Dettes sur les établissements de crédit	110	34 200	136 710	223 170		4 639	398 829	446 588
Dettes sur la clientèle	478						478	887
Dettes représentées par un titre								
Dettes subordonnées								

NOTE 4 | Opérations avec la clientèle

<i>(En milliers d'euros)</i>	Actif (1)	Passif
Autres concours à la clientèle (1) (2)	460 715	
Comptes ordinaires		
Comptes d'épargne à régime spécial		
Comptes à terme		
Valeurs non imputées et autres sommes dues		478
Créances et dettes rattachées	1 667	
Total	462 382	478
(1) Y compris créances douteuses brutes		
(2) Dont créances restructurées		

NOTE 5 | Dépréciation des opérations avec la clientèle**NOTE 5.1 | Ventilation des créances de la clientèle (montants bruts)**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Encours sains	Encours douteux brut	31/12/2025 (Montant brut)	31/12/2024 (Montant brut)
Comptes ordinaires				
Autres concours à la clientèle	450 732	33 807	484 540	530 507
dont encours restructurés	494	7 657	8 150	7 820
Valeurs non imputées	0		0	0
Créances rattachées	1 665	2	1 667	1 719
Total encours	452 397	33 809	486 207	532 226

NOTE 5.2 | Ventilation des dépréciations des encours douteux (hors créances rattachées)

<i>(En milliers d'euros)</i>	Encours douteux brut	Dépréciations	Taux de dépréciation	Encours douteux net
Comptes ordinaires				
Dont encours douteux compromis				
Autres concours à la clientèle	33 807	23 824	70 %	9 983
Dont encours douteux compromis	25 632	20 470	80 %	5 162
Total encours	33 807	23 824	70 %	9 983

NOTE 6 | Opérations avec les parties liées**NOTE 6.1 | Opérations avec les parties liées – Bilan**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2025
Créances :			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	6010	637	6 647
- A vue	6 010	637	6 647
- A terme			
Créances sur la clientèle		462 382	462 382
Obligations et autres titres de crédit			
Total des emplois	6 010	463 020	469 030
Dettes :			
Dettes sur les établissements de crédit	398 719	110	398 829
- A vue		110	110
- A terme	398 719		398 719
Dettes sur la clientèle		478	478
Dettes représentées par un titre			
Dettes subordonnées			
Total des ressources	398 719	588	399 307

Il n'existe pas de transactions avec des parties liées autres que celles mentionnées ci-dessus, qui ne soient pas conclues à des conditions normales de marché.

NOTE 6.2 | Opérations avec les parties liées – Hors-bilan

<i>(En milliers d'euros)</i>	Opérations avec les entreprises liées	Autres opérations	31/12/2025
Hors bilan - engagements donnés :			
Engagement de financement :		24 675	24 675
- en faveur d'établissements de crédit			
- en faveur de la clientèle		24 660	24 660
- douteux		15	15
Engagement de garantie :			
- en faveur d'établissements de crédit			
- en faveur de la clientèle			
Engagements sur titres			
Total des engagements donnés		24 675	24 675
Hors bilan - engagements reçus :			
Engagement de financement :			
- reçu d'établissements de crédit			
- reçu de la clientèle			
Engagement de garantie			
- reçu d'établissements de crédit			
- reçu de la clientèle			
Engagements sur titres			
Total des engagements reçus			

NOTE 7 | Dépréciations et provisions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Dépréciations d'actifs				
Créances sur les établissements de crédit :				
- A vue				
- A terme				
Créances sur la clientèle :	18 772	8 048	2 996	23 824
- Autres concours à la clientèle	18 525	8 048	2 996	23 577
- Comptes ordinaires débiteurs				
- Crédits restructurés (CRC 2002-03)	247			247
Titres d'investissement				
Titres de placement				
Titres de participation et activité du portefeuille				
Total dépréciations d'actifs	18 772	8 048	2 996	23 824
Provisions inscrites au passif				
Risques sur la clientèle	7 661	8	1 176	6 493
Risques pour litiges				
Risques opérationnels				
Impôts différés				
Provisions pour engagement sociaux				
Total des provisions inscrites au passif	7 661	8	1 176	6 493

NOTE 8 | Comptes et plan d'épargne logement

Néant

NOTE 9 | Portefeuille de titres

(En milliers d'euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Titres de participation et activité de portefeuille	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Actions et autres titres à revenu variable						
Participations et autres titres détenus à long terme				1	1	1
Créances rattachées sur effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe						
Total				1	1	1

NOTE 9.1 | Ventilation des titres

(En milliers d'euros)	Cotés Valeur brute	Non cotés Valeur brute	Valeur brute comptable	Dépréciations	Valeur nette comptable	Prix de remboursement	Valeur de marché	+/- Value	Emis en France Valeur nette	Emis à l'étranger Valeur nette	Emis par des organismes publics	Emis par d'autres émetteurs
Titres de placement :					Néant							
Titres d'investissement :					Néant							
Participations et activité de portefeuille :		1	1		1	1	1		1		1	
Participations et autres		1	1		1	1	1		1		1	
Créances rattachées												
Total		1	1		1	1	1		1		1	

NOTE 9.2 | Ventilation par échéance (valeur nette comptable)

Néant

NOTE 10 | Immobilisations

Néant

NOTE 11 | Autres actifs et passifs

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs :		
Dépôts de garantie versés	103	103
Créances fiscales et sociales (1)	9	524
Créances avec la clientèle		
Primes Plan Epargne Logement à recevoir		
Autres débiteurs divers	153	244
Total autres actifs	265	871
Autres passifs :		
Dépôts de garantie reçus		
Dettes fournisseurs		
Dettes fiscales et sociales	10	55
Primes d'assurance collectées	719	816
Dettes avec la clientèle		
Comptes de règlement sur opérations sur titres		
Autres créditeurs divers	379	239
Total autres passifs	1 109	1 110

(1) Au 31/12/2025, les créances fiscales et sociales sont pour 9 K€ relatives à une créance au titre de la CVAE et au 31/12/2024 à une demande de dégrèvement IS 2021 pour 524 € suite au contrôle fiscal.

NOTE 12 | Comptes de régularisation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges à payer et produits à recevoir sur Instruments financiers à terme				
Produits à recevoir / charges à payer	763	1 774	923	2 792
Charges / produits constatés d'avance				
Primes d'émission				
Autres comptes de régularisation	186	54	120	67
Dont valeurs reçues à l'encaissement	55		56	
Total comptes de régularisation	949	1 829	1 043	2 859

NOTE 13 | Ventilation des intérêts courus

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Actif :		
Créances sur Banque Centrale		
Effets publics		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle	1 667	1 719
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Prêts subordonnés		
Total intérêts à recevoir	1 667	1 719
Passif :		
Dettes envers les établissements de crédit	4 639	5 147
Dettes envers la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Dettes subordonnées		
Total intérêts à payer	4 639	5 147

NOTE 14 | Actionnariat

<i>(En euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Capital social	33 855	33 855
Nombre d'actions		
- totalement libérées	2 220	2 220
- non libérées		
Valeur nominale de l'action	15,25	15,25

NOTE 15 | Variation des capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capital social	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total des capitaux propres
31/12/2024	33 855	7 493	3 386		18 600	-960	62 374
Dividendes versés au cours de l'exercice							
Augmentation de capital							
Affectation du résultat de l'exercice antérieur					-960	960	
Versement de dividende							
Résultat de l'exercice						-867	-867
31/12/2025	33 855	7 493	3 386		17 641	-867	61 507

NOTE 16 | Hors-bilan et opérations assimilées**NOTE 16.1 | Garanties reçues et données**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés
Engagements de financement :		25 675		31 840
- d'établissements de crédit				
- de la clientèle		24 675		31 840
dont engagement de financement douteux		15		10
Autres engagements				
Engagements de garantie :				
- d'établissements de crédit				
- de la clientèle				
Engagements sur titres :				
Autres titres				
Total des engagements		24 675		31 840

NOTE 16.2 | Autres engagements hors-bilan

Néant

NOTE 17 | Instruments financiers à terme

Néant

NOTE 18 | Ventilation des intérêts

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit		12 558		12 369
Dettes subordonnées				
Opérations avec la clientèle	23 141		22 399	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Autres intérêts et assimilés				
Total	23 141	12 558	22 399	12 369

NOTE 19 | Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

Néant

NOTE 20 | Produits et charges sur opérations de location simple

Néant

NOTE 21 | Commissions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec la clientèle	534		559	
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations de change				
Prestations de services financiers	1 153	48	1 708	52
Total	1 687	48	2 266	52

NOTE 22 | Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

Néant

NOTE 23 | Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement ou assimilés

Néant

NOTE 24 | Ventilation des autres produits et autres charges d'exploitation bancaire

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun		5 893		7 442
Subvention reçue				
Activités accessoires				
Cotisation au fonds de garantie des déposants				
Exploitation bancaire diverse	1		19	
Total	1	5 893	19	7 442

NOTE 25 | Ventilation des charges générales d'exploitation

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel		
Autres frais administratifs	2 049	2 368
Total	2 049	2 368

NOTE 26 | Charges de personnel et effectif

Néant

NOTE 27 | Ventilation du coût du risque

<i>(En milliers d'euros)</i>	Dotations	Reprises	Pertes sur créances couvertes	Pertes sur créances non couvertes	Récupération de créances amorties	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec la clientèle	-8 048	3 670	-2 037		64	-6 351	-4 816
Opération sur risques et charges	-8	1 176				1 168	1 403
Total	-8 055	4 846	-2 037		64	-5 183	-3 413

NOTE 28 | Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Néant

NOTE 29 | Ventilation des produits et charges exceptionnels

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Produits divers clientèles		
Charges diverses clientèles	-0	-0
Total	-0	-0

NOTE 30 | Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

<i>(En milliers d'euros)</i>	Résultat avant impôts	Impôt sur les sociétés	Crédit d'impôt	Résultat après impôts 31/12/2025	Résultat après impôts 31/12/2024
Résultat courant	-904			-904	-960
Dont impôt sur les sociétés	37			37	
Dont impôt différé					
Résultat exceptionnel	-0			-0	-0
Total	-867			-867	-960

NOTE 31 | Dotations ou reprises de FRBG et provisions réglementées

Néant

NOTE 32 | Renseignements concernant les filiales et participations

La société ne détient aucune filiale ni participation.

NOTE 33 | Appartenance à un groupe

	Nom	Siège	SIREN
Entreprise qui établit les états financiers consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale.	AXA	25 avenue Matignon 75008 Paris, France	572 093 920
Entreprise qui établit les états financiers consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale.	AXA Banque	203-205 rue Carnot 94138 Fontenay-Sous-Bois Cedex	542 016 993

NOTE 34 | Honoraires des commissaires aux comptes

(En milliers d'euros)	KPMG		EY	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Audit				
Commissariat aux comptes, certification	25	25	25	25
Services autres que certification des comptes				
Total	25	25	25	25

Affectation du résultat et distributions précédentes

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate au titre de l'exercice 2025, l'existence d'un bénéfice distribuable de 16 774 042,86 euros se décomposant comme suit :

- Résultat déficitaire de l'exercice	- 866 588,29 euros
- Report à nouveau avant affectation	17 640 631,15 euros
Elle décide de l'affecter comme suit :	
- distribution aux actionnaires	6 660 000,00 euros
- au compte report à nouveau qui présentera après affectation un solde de	10 114 042,86 euros.

Elle décide en conséquence la mise en distribution aux 2 220 000 actions composant le capital social, d'un dividende unitaire net de 3 euros qui sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2026.

En vertu de l'article 243 bis du Code général des impôts, ce dividende ouvre droit à un abattement de 40 % applicable aux personnes physiques.

A la suite de cette affectation, les capitaux propres de la société s'élèveront à 53 980 600,57 euros.

Il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents, comme indiqué dans le tableau suivant :

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
Nombre d'actions	2 220 000	2 220 000	2 220 000
Dividende net par action	0 €	0 €	0 €
Montant total des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 %	0 €	0 €	0 €
Montant total des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 %	0 €	0 €	0 €

Mise à disposition du rapport de gestion

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux est tenu à la disposition du public au siège social 203-205, rue Carnot, 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex.